



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALVERT RHONE AUVERGNE

LE PETIT CLOS
63100 Clermont-Ferrand

Références : 20250115-RAP-63-0050-Inspection-VALVERT-Clermont-Ferrand.odt
Code AIOT : 0005603253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement VALVERT RHONE AUVERGNE implanté LE PETIT CLOS 63100 Clermont-Ferrand. L'inspection a été annoncée le 18/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALVERT RHONE AUVERGNE
- LE PETIT CLOS 63100 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005603253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise VALVERT est spécialisée dans l'assainissement. Le site de Clermont-Ferrand est un site de tri/transit/regroupement classé dans la rubrique à autorisation 2718-1 de la nomenclature des installations classées protection de l'environnement et encadré par l'arrêté préfectoral n°17-00623

du 20/04/2017.

Une quinzaine de camions vont collecter chez les clients les déchets et les ramènent sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.3.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45 > I.	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux et entretien	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 4.3.2. & 4.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Défense extérieure contre l'incendie et moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.2.2.4. & 7.2.3.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.4.1. I & V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Traçabilité	Arrêté Ministériel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 22/12/2023, article 10		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'article 7.2.3 de son arrêté préfectoral, l'exploitant a mis en place une solution alternative à un Robinet Incendie Armé (RIA): une Unité Mobile de Première Intervention (UMOPI), complétant ainsi le dispositif de protection incendie.

Par ailleurs, le plan de défense contre l'incendie finalisé devra être fourni avant le 01/07/2025.

Enfin, l'exploitant explicitera ses règles de classification des déchets collectés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 4.3.2. & 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux et entretien
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.2 Plan des réseaux</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>4.3.3 Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur</p>

<p>étanchéité.</p> <p>Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux régies en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a modifié la « check-list d'entretien des réseaux et du centre de regroupement » depuis la dernière inspection pour y ajouter les mentions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification de l'étanchéité de la vanne d'isolement par passage caméra ; - la vérification de l'étanchéité des réseaux par passage caméra. <p>Le compte-rendu de la dernière vérification du 07/11/2024 a été fourni en séance. Il indique que les vérifications d'étanchéité ont été réalisées et qu'aucune fuite n'a été détectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Défense extérieure contre l'incendie et moyens de lutte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.2.2.4. & 7.2.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie et moyens de lutte</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.2.2.4. Défense extérieure contre l'incendie</p> <p>Les installations d'extinction sont signalées réglementairement et maintenues accessibles en permanence Un plan du site est affiché au niveau de l'accueil, il sera renseigné sur toutes les installations techniques les zones ATEX et les moyens de secours.</p> <p>7.2.3. Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1, • d'un poteau d'incendie du réseau public permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une heure et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils, • de RIA mousse, • d'extincteurs.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait l'acquisition d'une unité mobile de première intervention (UMOPI) qui permet de répondre à la prescription du RIA mousse de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Celle-ci est déplaçable au besoin sur le site et est entretenue annuellement par le fabricant. Elle</p>

est stockée sous bâche et à l'abri des intempéries.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira la FDS de l'émulseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent</p> <p>Dans les locaux à proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de solutionner la dernière observation non résolue du dernier rapport de vérification (branchement BT à puissance limitée), l'exploitant a fait appel à un nouvel électricien pour réaliser les travaux et afin d'avoir un deuxième avis.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fera réaliser les travaux sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.4.1. I & V

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800l.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier

à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire au confinement est évalué à 85 m³.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

La cuve de gazole non routier est une cuve double paroi.

Conformément au II de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, "une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné".

Le matériel absorbant pour contenir les éventuelles fuites/égouttures est présent à côté de la cuve.

Suite à la dernière inspection, l'exploitant a placé une chaînette permettant de prévenir qu'un engin ne s'approche trop près de la cuve et ne puisse la heurter.

Lors de la dernière inspection, il avait été demandé de prévoir une obturation (par ballon obturateur par exemple) du point de rejet captant les eaux pluviales du parking. Après nouvel échange avec l'exploitant, étant donné que ce point de rejet ne capte que les eaux pluviales tombant sur le parking et qu'une obturation aurait pour effet de faire remonter l'eau depuis les canalisations et de la faire sortir du site, il a été décidé de ne pas obturer ce point de rejet. L'exploitant précise que l'eau utilisée sur un éventuel incendie du bâtiment stockant les déchets dangereux ne peut pas être captée par ce point de rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une

description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : Le plan de défense contre l'incendie est exigible depuis le 01/07/2024. L'exploitant s'engage à le fournir sous 6 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira le plan finalisé avant le 01/07/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le

matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : L'exploitant indique qu'un exercice a bien été réalisé et que le personnel a été formé au maniement, notamment, de l'UMOPI. Le compte-rendu de l'exercice n'a pas été établi. Cette prescription est applicable depuis le 01/07/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établira un compte-rendu qu'il fournira, avec le plan de défense contre l'incendie finalisé, avant le 01/07/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du Code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : Au travers de son registre interne des déchets entrants/sortants, complémentaire à Trackdéchets, l'exploitant est capable de connaître son stock de déchets dangereux de manière quotidienne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets

Prescription contrôlée :

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

Au travers de l'analyse des bordereaux Trackdéchets BSD-20240910-ES5286GXS et BSD-20240910-Z4WV2D5Y1, il a été demandé à l'exploitant d'explicitier l'utilisation des différents codes déchets :

- 16 10 02 pour le bordereau de regroupement vers Athalys à Sotteville-les-Rouen ;
- 13 05 07* et 16 10 02 pour les bordereaux regroupés (depuis différents sites locaux).

En effet, la logique voudrait que des déchets non dangereux (16 10 02) mélangés à des déchets dangereux (13 05 07*) soient regroupés sous un code déchet dangereux. Ce qui n'était pas le cas sur ces bordereaux.

L'exploitant a fourni la proposition commerciale d'Athalys pour 2025 qui liste, sans différenciation de facturation et pour le même traitement (code traitement R3), les codes déchets suivants :

- 13 05 06* hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ;
- 13 05 07* eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ;
- 13 07 03* autres combustibles (y compris mélanges) ;
- 16 10 02 déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01 ;
- 19 11 03* déchets liquides aqueux.

Il s'agit donc d'une incohérence de codification au moment du regroupement, sans conséquence sur le traitement final.

Le site Athalys est par ailleurs autorisé au titre des rubriques 2790 et 3510 (traitement de déchets dangereux).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la cohérence du code déchet de regroupement avec les codes déchets regroupés, de telle sorte qu'un déchet dangereux ne soit pas regroupé sous un code déchet non dangereux.

Une note interne définissant, suivant les cas de figure rencontrés, le code du déchet regroupé sera élaborée et mise en application.

Par ailleurs, l'exploitant explicitera les règles de décision permettant de classer un déchet dangereux (en 13 05 02*, 13 05 07*, 16 07 08*, 16 07 09*, 16 10 01*...) ou non dangereux (en 16 10 02, 16 10 04...) en donnant des exemples.

Notamment, des vidanges de séparateurs eau/hydrocarbures ont donné lieu à un classement sous le code 16 10 02 du déchet collecté (par exemple le BSD-20240531-C3THNT54T) alors qu'il existe les codes déchets 13 05 XX* qui leur sont dédiés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois